

# Le mouvement ouvrier chrétien

*Patrick Pasture*

Au cours du 20<sup>e</sup> siècle, le mouvement ouvrier chrétien en Belgique s'est développé en un mouvement de masse disposant d'une influence sociale et politique inégalée, particulièrement en Flandre. En cours de route, il s'est cependant divisé sur une base communautaire, tandis que les organisations qui le composent ont suivi leurs objectifs spécifiques, chacun dans leur domaine propre. Aujourd'hui, il se définit principalement comme un mouvement social (ou comme un «réseau») pluraliste, sans pour autant nier ses racines historiques. Depuis quelques années, l'aile flamande du mouvement est confrontée à une grave crise politique, sociale et financière, bien qu'elle semble garder son ancrage au sein de la population.

La présentation qui suit ne traite que du mouvement ouvrier chrétien, représenté par *Beweging.net* en Flandre – successeur de l'*Algemeen Christelijk Werknemersverbond* (ACW) – et le *Mouvement ouvrier chrétien* (MOC) en Belgique francophone et germanophone, ainsi que par leurs précurseurs. Il aborde également les œuvres coopératives qui furent mises en place dans leur giron. Pour les autres domaines dans lesquels le mouvement ouvrier chrétien était actif, nous renvoyons aux chapitres sur les partis politiques (en particulier le Parti catholique, le PSC, le CVP, le CD&V, le cdH et l'UDB), sur les syndicats, les mutuelles et les organisations socioculturelles (pour les diverses branches du mouvement), ainsi que sur l'Église catholique (en particulier concernant le développement de la doctrine et de la pratique sociales de l'Église et la culture populaire au 19<sup>e</sup> siècle).

## 1. Bibliographie

Voici des ouvrages qui permettent de replacer le sujet dans un contexte international :

HEERMA VAN VOSS (L.), PASTURE (P.), DE MAEYER (J.), eds. *Between Cross and Class. Comparative Histories of Christian Labour in Europe 1840-2000*. Bern-New York, 2005.

HIEPEL (C.), RUFF (M.E.). *Christliche Arbeiterbewegung in Europa 1850-1950*. Stuttgart, 2002.

MISNER (P.). *Catholic Labor Movements in Europe: Social Thought and Action, 1914-1965*. Washington, 2015.

PASTURE (P.). *Histoire du syndicalisme chrétien international. La difficile recherche d'une troisième voie*. Paris, 1999.

Concernant le mouvement dans son ensemble et les différentes organisations apparentées en Belgique :

GERARD (E.), WYNANTS (P.), eds. *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique*. Louvain, 1994, 2 volumes.

PASTURE (P.). *Kerk, politiek en sociale actie. De unieke positie van de christelijke arbeidersbeweging in België (1944-1973)*. Louvain-Apeldoorn, 1992.

NEUVILLE (J.), ROUSSEL (L.), DANIS (T.). *Le Mouvement ouvrier chrétien. 1921-1996. 75 ans de lutttes*. Bruxelles, 1996.

LAERMANS (R.). *In de greep van de «moderne tijd». Modernisering en verzuiling. Evoluties binnen de ACW-vormingsorganisaties*. Louvain-Apeldoorn, 1992.

DRAULANS (V.). *Traditie met toekomst. Sociale beweging en christelijke inspiratie*. Louvain-Amersfoort, 1996.

KWANTEN (G.). *Welstand door vereniging. De ontwikkeling van de christelijke arbeiderscoöperaties*. Bruxelles, 1987.

GERARD (E.) e.a. *Van arbeiderscoöperatie tot bank. De geschiedenis van BACOB*. Tiel, 1995.

Différents syndicats flamands et wallons de l'ACW / MOC ont consigné ou fait consigner leur histoire par écrit ; ils ont souvent fait appel à des historiens, parfois au KADOC ou au CARHOP. Bien que la tenue de ces études soit généralement honnête, il existe, malgré tout, d'importantes différences de qualité.

## 2. Aperçu historique

Les organisations actuelles, *Beweging.net* et MOC, remontent à la *Ligue nationale des Travailleurs chrétiens* (LNTC) / *Algemeen Christelijk Werkersverbond* (ACW), une organisation unitaire fondée en 1921. Le mouvement ouvrier chrétien est identifiable en tant que tel aux alentours de 1900, après la création des syndicats chrétiens, lorsque s'imposa l'idée d'une organisation ouvrière chrétienne au sens large qui, en plus de sa dimension socioéconomique, pourrait également déployer une action politique et socioculturelle. Outre les syndicats, les cercles d'études, chapeautés en 1912 par l'*Algemeen Verbond van Studiekringen* (Fédération générale des Cercles d'Étude), jouèrent un rôle moteur dans ce mouvement. Les liens qui unissaient, d'un côté, les syndicats et, de l'autre, les cercles d'étude et les ligues ouvrières générales et politiques («*standsorganisatie*») constituaient un point de discordance qui ne put être résolu qu'en 1921 avec la création de l'ACW / LNTC.

Le mouvement se développa en grande partie dans le giron de la *Belgische Volksbond* / *Ligue démocratique belge*, fondée en 1891, qui fédérait toutes sortes d'organisations populaires autour d'un programme social flou résumé par la devise «Religion, Famille et Propriété». Les racines organisationnelles et politiques du mouvement ouvrier chrétien sont diverses et difficiles à comprendre si l'on ne prend pas en considération le contexte particulier qui régnait dans la société à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, à l'époque de la deuxième révolution industrielle, et qui se caractérisait par l'émergence d'une classe ouvrière industrielle en tant qu'entité politique et socioculturelle, la tendance émancipatoire des travailleurs et leurs revendications de participation à la politique, le conflit entre un monde

politique anticlérical et l'Église, la réorientation de la culture populaire religieuse à partir de la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle et la réaction ultramontaine, ainsi que le développement du mouvement flamand en Flandre. Différents courants se rejoignaient donc au sein du mouvement ouvrier chrétien : l'aspiration ultramontaine à la rechristianisation et à la refondation de la société selon un modèle corporatiste médiéval ; des réactions antilibérales et antisocialistes contre l'anticléricalisme et l'internationalisme ; la lutte pour l'émancipation flamande ; et des convictions démocratiques de plus en plus fortes, axées sur la concrétisation de la justice sociale et l'« élévation » morale et matérielle des travailleurs. En ce sens, le mouvement ouvrier chrétien représente malgré tout une rupture avec les solutions paternalistes et mutualistes avancées depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle par les catholiques progressistes en réponse aux conflits sociaux.

L'importance croissante du mouvement ouvrier chrétien, et dans un premier temps des associations ouvrières et des démocrates-chrétiens, mena à des tensions au sein de la Ligue démocratique belge. Après la Première Guerre mondiale, celle-ci ne parvint pas à s'adapter aux rapports politiques modifiés et à se transformer en une organisation politique démocrate-chrétienne. Lors de la réforme des structures politiques catholiques et, en particulier, du mouvement ouvrier chrétien, la Ligue démocratique belge fut dissoute pour laisser place, en décembre 1920, à la *Ligue démocratique chrétienne de Belgique*, qui rassemblait les organisations suivantes : la *Fédération des Ligues ouvrières* fondée en décembre 1919 représentant l'organisation culturelle et politique, la *Confédération des Syndicats chrétiens* (CSC), l'*Alliance nationale des Mutualités chrétiennes* (ANMC), la *Coopération belge* (également fondée en 1919) et la *Fédération nationale des Ligues féminines*.

Lors de son premier congrès en juillet 1921, cette structure de coordination fut à son tour remplacée par la *Ligue nationale des Travailleurs chrétiens* (LNTC) / *Algemeen Christelijk Werkersverbond* (ACW) qui, par analogie avec le Parti ouvrier belge (socialiste), était constituée de ligues ouvrières locales, de province et d'arrondissement et était considérée comme une organisation intégrant les diverses composantes du *stand* (« état ») ouvrier, où syndicat, mutualité et ligue féminine (ainsi que, à partir de 1925, jeunesse ouvrière chrétienne) avaient leur place et étaient représentés dans les organes de gestion. N'ayant plus de raison d'être, la Fédération des Ligues ouvrières disparut, tandis que le développement des œuvres économiques au sein de la *Coopération ouvrière belge* devint dorénavant une des missions des ligues ouvrières. Ces dernières se consacraient également à l'action politique ainsi qu'à l'éducation populaire, la formation des cadres et l'apostolat. En pratique, la LNTC / ACW se comportait plus ou moins comme un parti politique quasi-autonome au sein de l'Union catholique divisée suivant les « standsorganisations » catholiques.

La nouvelle structure de la LNTC serait soumise à rude épreuve au cours de l'entre-deux-guerres, notamment en raison de ses activités politiques, mais aussi de l'évolution de ses organisations constitutives. La progression de l'Action catholique (AC), sous l'impulsion du Vatican qui souhaitait séparer apostolat et politique, joua un rôle important. Dans le même temps, l'apostolat et de l'éducation populaire furent mis en avant. Pendant la deuxième moitié des années 1930, ce sont surtout les jocistes et les ex-jocistes qui portaient l'esprit de l'AC. Les

forces centrifuges du mouvement appelaient à plus d'unité et de coordination. Il fut procédé à quelques modifications dès 1936, mais il fallut attendre la Seconde Guerre mondiale pour que des réformes drastiques soient réellement engagées aussi bien au sein du Parti catholique que dans la structure et le fonctionnement du mouvement.

Dans la nouvelle structure élaborée en 1946, la LNTC / ACW perdit sa fonction de composante du Parti catholique. La Wallonie surtout appelait de ses vœux une rupture radicale avec le passé, qui se traduisit par la nouvelle appellation de *Mouvement ouvrier chrétien* (MOC) en lieu et place de la *Ligue nationale des Travailleurs chrétiens* (LNTC); en Flandre le mouvement gardait son ancienne appellation ACW. Assez rapidement, notamment sous l'influence de la Question royale, l'ACW / MOC allait toutefois reprendre ses activités politiques – ce qui se confirma en 1949 – et agir *de facto* comme groupe de pression au sein du parti nouvellement créé, le PSC / CVP, qui, à l'inverse du Parti catholique d'avant-guerre, n'était pas un parti d'«états» («standenpartij») mais un parti de membres individuels. Pour donner forme à son action politique, l'ACW / MOC essayerait différentes formules, qui se solderaient par des succès variables. Du reste, les organisations constitutives devinrent également des groupes de pression politiques efficaces.

L'ACW / MOC conservait dans la nouvelle structure un socle important : les ligues d'arrondissements et provinciales, qui lui garantissent un fort ancrage local. Il gardait également sa mission d'organiser les services collectifs, qui incluaient aussi bien l'édition d'une presse propre, la propagande et la formation des cadres que l'offre de services de tourisme social (*Vakantiegenoegens / Pasar*), d'études et d'orientation professionnelle, de logement, ainsi que l'organisation *Solidarité Mondiale*. En réaction à l'intérêt croissant pour l'éducation populaire et l'orientation professionnelle, le MOC en particulier développa dans les années 1960 et 1970 des services comme le *Centre d'Information et d'Éducation populaire* (CIEP), l'*Institut supérieur de Culture ouvrière* (ISCO), la *Fondation Travail Université* (FTU) et les *Actions intégrées de Développement* (AID).

L'ACW et le MOC devinrent surtout des organisations faïtières regroupant différentes organisations socio-économiques et socio-culturelles : les syndicats chrétiens et les mutuelles, unitaires, ainsi que les mouvements socioculturels, éducatifs et apostoliques pour adultes et jeunes, divisés par langue et genre. Ces organisations restèrent cependant autonomes.

Bien que la formation générale des cadres fit partie des missions de l'ACW et du MOC, l'apostolat et l'éducation populaire des hommes adultes étaient pris en charge par des organisations spécifiques. Le *Katholieke Werklieden Bond* (KWB) avait vu le jour en Flandre pendant la guerre, tandis qu'en Wallonie et à Bruxelles le mouvement de jeunesse ouvrière devint le *Mouvement populaire des Familles* (MPF). Quand, quelques mois plus tard, celui-ci s'éloigna du mouvement en raison de nouvelles méthodes d'apostolat radicales, on assista à la création des *Équipes populaires* par analogie avec le KWB, ce qui signa la fin du MPF. L'éducation populaire des femmes adultes resta, comme par le passé, une mission des *Kristelijke Arbeiders Vrouwengilden / Ligues ouvrières chrétiennes féminines* (KAV / LOCF), qui, cependant, se transformaient progressivement en des mouvements féminins généraux. Un changement de nom illustre ce processus : la LOCF adopta en 1969 le nom de *Vie féminine*, la KAV suivait en 2012 avec *Femina*.

Les organisations de la jeunesse ouvrière chrétienne connurent un développement turbulent, ce qui a conduit à plusieurs conflits avec d'autres organisations membres, et perdirent beaucoup de leurs plumes. La radicalisation dans les années 1960 et 1970 provoqua en 1976 même une scission en Flandre lorsque les «Kajotters» plus traditionnels se séparaient de la KAJ. En 1985 cependant, le *Kajottersbeweging*, la KAJ et la VKAJ reconstituaient un nouveau mouvement d'unité KAJ. En pays francophone la JOC et JOCF fusèrent en 1978; à partir de 2014 ils se nomment *Jeunes organisés et combattifs* (avec les mêmes initiales historiques JOC).

La *Fédération nationale des Coopératives chrétiennes* (FNCC) / *Landelijk Verbond der Christelijke Coöperaties* (LVCC), qui avait remplacé la Coopération ouvrière belge en 1935, devenait une organisation autonome au sein du mouvement ouvrier chrétien dès 1945. Au sein de la FNCC, la caisse d'épargne COB et les Assurances populaires allaient connaître une croissance ininterrompue spectaculaire; la chaîne de coopératives *Le Bien-être* en revanche sombrerait après quelques années de succès.

Après 1945, le mouvement ouvrier chrétien connut une longue période de croissance. Il fut toutefois confronté également à des forces centrifuges qui se renforcèrent au fil des ans. L'antagonisme entre les deux communautés nationales creusa le fossé entre l'ACW et le MOC. Depuis sa naissance, le mouvement ouvrier chrétien en Flandre avait une image flamingante marquée, tandis que les francophones se montrèrent de plus en plus sensibles aux intérêts et aux spécificités de leur région et de leur communauté culturelle. Cet éloignement était lié à la situation sociopolitique radicalement différente dans les deux communautés et à la position minoritaire des ouvriers chrétiens francophones aussi bien au sein du mouvement qu'en Wallonie, largement dominée par le mouvement socialiste. Une première fédéralisation de l'ACW / MOC en 1945 fut certes abolie en 1949, mais les tensions communautaires des années 1960 achevèrent d'éloigner les deux ailes du mouvement. À partir de 1963-1964, les organes de gestion ne se réunirent plus au niveau national. L'ACW adopta ses propres statuts en 1987 et changea son appellation en *Algemeen Christelijke Werknemersbeweging*, afin d'être en phase avec les mutations de la société; mais cette réforme scella également la rupture avec le MOC. Les organisations socioéconomiques du mouvement ouvrier chrétien restèrent toutefois unitaires, même si une certaine forme de fédéralisation interne s'y déroula également.

La scission de l'ACW et du MOC eut surtout des conséquences politiques. À partir de 1972, le MOC dut reconnaître le pluralisme politique au sein du mouvement et renoncer au lien privilégié avec le Parti social chrétien (PSC). Différents chefs et militants francophones s'engagèrent alors dans le FDF et le RW, même si certains d'entre eux continuèrent à militer pour le PSC. Bien que le lien avec le CVP, devenu CD&V à partir de 2001, fit souvent débat, l'ACW en Flandre continua à faire confiance à ce parti pour son action politique.

L'unité du mouvement ouvrier chrétien pâtit également du fait que les organisations constitutives suivaient leurs propres objectifs et logiques. Les conflits des années 1960 et 1970 entre la CSC et la jeunesse ouvrière chrétienne (qui dut elle aussi faire face à une scission interne dans les années 1980) étaient, par exemple, dans une large mesure de nature idéologique, mais ils étaient également dus à

des oppositions internes liées à des questions spécifiques. Ces facteurs avaient déjà, par le passé, éloigné les syndicats et les mutualités, même si leurs relations n'avaient jamais été cordiales. De toute façon, ces organisations poursuivaient leur propre chemin, pesant lourdement sur l'action de l'ACW / MOC.

Peu perceptibles au moment même, mais très importants dans une perspective historique plus large, furent les développements des anciennes «œuvres économiques». Alors que les coopératives des années 1970 se donnaient pour mission de défendre leurs usagers, la FNCC commença à se comporter de plus en plus comme un groupe financier (essentiellement sous l'influence de la caisse d'épargne COB et des *Assurances populaires* [AP]). Ce tournant se concrétisa notamment par la fondation de la société de placement COPLUS en 1982. En 1990, les 28 sociétés coopératives membres du mouvement fusionnèrent et furent chapeautées par le *Groupe ARCO* créé dans le giron de l'ACW. Le *Groupe ARCO* comprenait également la société coopérative de financement centrale ARCOPAR SC, la société de participations ARCOFIN, qui axait ses activités sur le secteur financier avec entre autres *Artesia Banking Corporation* (à laquelle appartenaient la *Banque BACOB* et les *AP*), et la société d'investissement AUXIPAR SA, avec des intérêts dans le secteur du commerce et des services. En 2001, ARCOFIN apporta ses actions *Artesia Banking Corporation* au sein du groupe *Dexia*, en échange des parts *Dexia* nouvellement créées. En 2011, cependant, *Dexia Banque* connut de graves difficultés financières, au point où elle dut être reprise de facto par les États belge et français. Les organisations ouvrières chrétiennes et l'ACW en premier lieu perdaient ainsi une grande partie de leur capital. De nombreux coopérateurs virent partir en fumée les économies qu'ils avaient investies dans des parts *Arco*, même si un remboursement reste possible. Leur sort reste un boulet moral et financier suspendu autour du cou du mouvement. En plus, il apparaissait en 2013 que l'ACW avait fraudé le fisc. Le dommage politique, moral et financier subi de la sorte par le mouvement reste incalculable.

Malgré tout, le mouvement ouvrier chrétien a réussi depuis les années 1970 à conserver le lien avec la protestation sociale. Il a en outre forgé des attaches solides avec les nouveaux mouvements sociaux, en s'engageant dans la lutte pour le tiers monde, la paix, l'environnement et le Quart Monde. Mais depuis 2012, les problèmes financiers hypothèquent largement le futur.

Dans ce contexte, l'ACW flamand s'est profondément renouvelé en 2014. Tout en maintenant ses ligues d'arrondissements et provinciales, le nouveau *Beweging.net* se définit désormais comme un réseau ouvert composé de onze membres fondateurs et de quatre membres associés (dont le nombre peut être augmenté). Les membres fondateurs sont en fait les anciennes organisations et services socio-économiques et socioculturelles, et se concentrent sur les différents groupes cibles du mouvement : les travailleurs (ACV et KWB), les jeunes travailleurs (KAJ, Pasar), les femmes (salarisées) (Femina, le successeur du KAV), les malades (Soins de Santé MC, MC), les personnes âgées (Okra) et les retraités, avec, de surcroît, une attention particulière pour l'action internationale et le développement (Comité international, Solidarité mondiale). En outre, *Beweging.net* a conclu un accord d'association avec Pax Christi, l'ASBL contre la pauvreté *Welzijnszorg* et les organisations de formation *Groupe Intro* et *Arktos*.

Le MOC a conservé son nom et son ancienne structure, mais il a un caractère de réseau pluraliste encore plus prononcé. Outre ses «organisations constitutives» (CSC, MC, Vie féminine, Équipes populaires et JOC), il dispose également de «proches partenaires» qui expriment son ambition d'être un large mouvement social progressiste : l'organisation de développement *CNCD – Opération 11.11.11* ; le *Forum Asile et Migrations* ; le réseau *Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers* ; la *Plate-forme contre l'échec scolaire* ; *Coalition Climat* ; *Forum social de Belgique* (FSDB) ; le mouvement *Lire et écrire* ; la *Coordination nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie* (CNAPD) ; le *Groupe de Recherche pour une Stratégie économique alternative* (GRESEA) et la *Faculté ouverte de Politique économique et sociale* (FOPES) de l'*Université catholique de Louvain* (UCL). Cette structure de réseau montre que le mouvement a pu garder une certaine dynamique, un ancrage populaire et une volonté de changement.

### 3. Archives

Puisque ces organisations sont à la fois le pivot du mouvement ouvrier chrétien et le composant de base de la communauté catholique, les archives et les publications du MOC / *Beweging.net* et leurs prédécesseurs fournissent un excellent point de départ pour l'étude des différents aspects politiques, sociaux, économiques, culturels et religieux de la société belge. En tant qu'organisations faitières, elles sont également importantes pour l'histoire des différentes branches du mouvement. Dans certains cas, les archives nationales, d'arrondissements ou locales semblent encore plus riches que celles des organisations constitutives. Il va de soi que les archives locales et au niveau des arrondissements sont également d'une grande importance pour l'histoire locale.

#### 3.1. Conservation et inventarisation

La régionalisation, celle de l'archivage en particulier, pose des problèmes particuliers pour la conservation des archives du mouvement ouvrier chrétien, qui sont particulièrement sensibles à la problématique communautaire et qui présentent des éléments en partie unitaires et en partie régionalisés. Le KADOC à Leuven est de loin l'institution d'archives la plus importante en ce qui concerne le mouvement ouvrier chrétien ; il conserve notamment les archives de l'ACW unitaire et flamande, ainsi que les archives des fédérations flamandes de l'ACW, des différentes organisations constitutives telles que le KWB, les KAV, le (V)KAJ et de grandes parties de l'ACV unitaire, de même que de nombreux chefs de file démocrates-chrétiens. Ces fonds ont été en grande partie ouverts à la recherche au moyen d'inventaires et de listes de placement. Grâce à la base de données ODIS en ligne ([www.odis.be](http://www.odis.be)), on dispose par ailleurs pour la Flandre d'un instrument de travail numérique actualisé en permanence permettant de localiser rapidement les archives et les publications relatives au mouvement ouvrier chrétien qui ont appartenu à des organisations et des services ou à des particuliers. La Wallonie et Bruxelles ne sont toutefois pas couvertes par ODIS. Les archives des organisations sociales catholiques francophones sont par ailleurs beaucoup plus fragmentées. Toutefois, l'excellent ouvrage réalisé sous la direction de PIROTTE (J.), ZÉLIS (G.),

eds. *Pour une histoire du monde catholique au 20<sup>e</sup> siècle, Wallonie – Bruxelles. Guide du chercheur*. Louvain-la-Neuve, 2003 (essentiellement le chapitre GROESSENS (B.), ZÉLIS (G.). Pensée, organisations et actions sociales, p. 281-368) propose aussi bien un aperçu des sources et de leur localisation qu'un *status quaestionis* de la recherche. Pour le mouvement ouvrier chrétien en Belgique francophone, c'est surtout le CARHOP qui se révèle important. Le centre dispose de trois dépôts d'archives (Bruxelles, La Louvière, Ciney) et possède essentiellement des papiers de leaders et de militants ainsi que des archives de nombreuses fédérations du MOC, de la CSC et de la *Vie féminine*. On trouve également, sur le site du CARHOP à Bruxelles, l'important *Fonds des Anciens et des Anciennes de la JOC(F)*. Le CARHOP est également responsable de la gestion, au sein des organisations mêmes, des archives du secrétariat national du MOC et des fédérations du MOC d'Ath et de Verviers, des *Équipes populaires*, de *Vie féminine* au niveau national et de la *Fédération Vie féminine de Verviers*, de la CNE, et de la *Fédération CSC du Hainaut occidental*. Pour de très nombreuses archives du mouvement ouvrier chrétien, tant nationales et régionales – comme les archives du MOC, du *Groupe ARCO*, des MC, de la JOC et de la JOCF, ainsi que de *Vie féminine* – que locales, les recherches doivent être effectuées au siège de l'organisation concernée, ce qui complique, bien entendu, l'accès. Les autres archives sont généralement accessibles moyennant une autorisation du déposant. Pour ce faire, il convient de s'adresser à l'établissement dépositaire.

En plus du CARHOP, citons les *Archives du Monde catholique* (ARCA) à Louvain-la-Neuve qui revêtent également une certaine importance, en particulier pour plusieurs archives personnelles de dirigeants d'organisations sociales et politiques chrétiennes. De nombreuses archives personnelles sont disponibles dans des institutions telles que le CEGES, les AGR et leurs dépôts provinciaux (voir archives des particuliers).

Pour des informations actualisées, il convient, bien sûr, de consulter les sites internet des organisations concernées. Ces sites ne disposent toutefois pas encore d'archives numérisées, mais des projets de numérisation sont prévus. Cependant on est encore loin d'un ODIS francophone – on ne peut que regretter qu'un instrument similaire ne soit pas développé au-delà des frontières communautaires.

### 3.2. Principales séries de sources

#### 3.2.1. Statuts

Les fédérations ouvrières disposent, au niveau national, des arrondissements ou local, de statuts qui fixent leur objectif et leurs structures et régissent la composition et les compétences de leurs organes de gestion. Dans l'entre-deux-guerres, les fédérations provinciales disposaient elles aussi de leurs propres statuts.

#### 3.2.2. Procès-verbaux de réunions et rapports

Le recueil des procès-verbaux de la *Ligue démocratique belge* (*Belgische Volksbond*) a trait aux réunions du Conseil supérieur et du Conseil central. La *Ligue démocratique* organisait également des congrès pour lesquels il existe des rapports relativement sommaires (voir ci-dessous).



En ce qui concerne l'ACW et ses pendants wallons, on peut retrouver des procès-verbaux des organes de direction au niveau local, d'arrondissement et national, à savoir les rapports des réunions des congrès, conseils centraux, directions générales et, pour le niveau national, du Bureau national. Signalons que les fédérations étaient également organisées au niveau provincial pendant l'entre-deux-guerres.

Au niveau national, les rapports des congrès de l'ACW / MOC (ainsi que de la plupart des organisations constitutives) étaient imprimés (voir ci-dessous); les rapports d'arrondissement n'étaient pas publiés systématiquement. Ces rapports comprennent généralement des documents d'étude et des analyses thématiques, des rapports de discussions, des textes de résolutions et des rapports d'activité (souvent publiés à part). Excellente source pour une première prise de connaissance et une vue d'ensemble, ils sont essentiels pour l'étude du développement idéologique et de l'image qu'avait le mouvement de lui-même. Étant donné que ces documents étaient rédigés pour la base et pas tant pour le grand public, les rapports d'activité sont également assez fiables.

Il existe également, au niveau national et des arrondissements, des rapports de commissions thématiques.

### 3.2.3. *Documents se rapportant aux « services » organisés par l'ACW / MOC*

Nous abordons ici les documents se rapportant à la presse nationale et des arrondissements, au fonctionnement des services actifs dans le domaine de l'orientation professionnelle, du logement social, du tourisme social, des loisirs, les documents se rapportant à l'organisation de journées d'étude, au fonctionnement des écoles sociales, à la formation des cadres et à l'œuvre pastorale. En Belgique francophone, nous signalons essentiellement les publications du CIEP, de l'ISCO et de la FTU.

### 3.2.4. *Documents se rapportant aux organisations chapeautées par l'ACW / MOC*

Il s'agit essentiellement de statuts, rapports, correspondances, circulaires, documents comptables et listes des membres des organisations en question.

### 3.2.5. *Documents se rapportant à la position politique de l'ACW / MOC*

De tels documents sont disponibles au niveau national et des arrondissements. Il s'agit des documents provenant du CVP / PSC et de leurs prédécesseurs, de la correspondance avec le parti, des procès-verbaux des comités politiques d'arrondissements et des commissions nationales de contacts politiques, de la documentation et de la propagande relative aux élections, de l'organisation des polls, etc.

## 4. Publications

### 4.1. Statuts

Les statuts des fédérations nationales et d'arrondissements sont publiés sous forme de brochure.

### 4.2. Documents de congrès

L'ACW et le MOC publient les documents d'étude préparatoires et les rapports de leurs congrès ainsi que leurs rapports d'activité. Ces rapports nationaux rassemblent des informations sur le fonctionnement de l'organisation faïtière au niveau national, provincial et des arrondissements. La situation des différentes sections y est également abordée. Il va de soi que la presse des fédérations ouvrières, au niveau local et des arrondissements, accordait également une grande attention aux congrès.

### 4.3. Rapports des travaux d'études

À partir de 1908, furent organisées des Semaines sociales flamandes (*Vlaamse Sociale Weken*) qui proposaient des conférences sur des thématiques sociales, économiques, politiques, religieuses et éthiques. C'est le syndicat qui, au début, était chargé d'organiser ces semaines, mais vers 1927, cette mission fut confiée à l'ACW. Les textes des conférences furent publiés dès le début. Les rapports publiés des *Semaines sociales wallonnes* sont uniquement disponibles à partir de 1929. À partir de 1955, les *Vlaamse Sociale Weken* alternaient chaque année avec des journées d'études sociales flamandes (*Vlaamse Sociale Studiedagen*), organisées par la *Vereniging voor Politieke en Sociale Studies* (association pour les études politiques et sociales). Pour un aperçu des thématiques des semaines sociales flamandes et wallonnes, voir GERARD (E.). L'Algemeen Christelijk Werknemersverbond, in GERARD (E.), WYNANTS (P.), eds. *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique, op. cit.*, vol. 2, p. 609-611.

### 4.4. Publications périodiques

Les centres d'archives et de documentation déjà cités, le KADOC et le CARHOP, conservent également de vastes collections de périodiques, de « littérature grise » (dont des rapports de congrès et d'activité) ainsi que des publications du mouvement ouvrier chrétien, aussi bien de l'ACW / MOC que des organisations constitutives, tant au niveau national qu'au niveau des arrondissements. La liste suivante reprend uniquement les périodiques les plus importants :

#### LIGUE DÉMOCRATIQUE BELGE

*Ligue démocratique belge. Annuaire. Belgische Volksbond. Jaarboek, 1898-1907.*

Gand, 1898-1907.

*Ligue démocratique belge. Belgische Volksbond. Gand, 1910-1913.*

Ces publications comprennent notamment des rapports de congrès.

## BEWEGING.NET ET SES PRÉDÉCESSEURS

*Het Volk*. Gand, 1891-2008.

À partir d'août 1891, ce journal fondé en 1890 sous forme d'hebdomadaire, devient le porte-voix du mouvement ouvrier chrétien flamand. En 1928, *De Tijd*, journal édité par l'ACV, fut repris par *Het Volk*. *De Tijd* paraissait sous la couverture de *Het Volk* en dehors de la Flandre orientale. Après la Seconde Guerre mondiale, seul *Het Volk* fut maintenu avant de disparaître en 2008 lorsque le journal fusionna avec *Het Nieuwsblad*, un autre quotidien publié par le groupe VUM, auquel *Het Volk* appartenait depuis 1994.

*De Gids op Maatschappelijk Gebied*. Bruxelles, 1931-.

Nous indiquons 1931 comme date de départ, car c'est la date à laquelle le périodique fut officiellement reconnu comme publication de l'ACW. Le journal existait toutefois depuis 1901. Ce périodique constitue une riche source d'information concernant les activités et le fonctionnement de l'organisation coupole et de ses organisations constitutives. Outre les informations relatives à la vie du mouvement, il contenait également des articles concernant l'histoire du mouvement ouvrier chrétien, la doctrine sociale de l'Église ainsi que des questions sociales, économiques, politiques, morales et religieuses. On y trouve des chroniques sur le droit du travail, la législation sociale, le mouvement syndical, la politique intérieure et le mouvement ouvrier international. Voir :

MOULAERT (J.), PASTURE (P.), GERARD (E.). *De Gids op Maatschappelijk Gebied. Leeswijzer 1944-1987. Historiek – Lijst van artikelen – Register*. Bruxelles, 1989.

*Volksmacht*. Bruxelles, 1945-1991 (suivi par : [ACW]-*Visie*, 1992-).

Destiné aux membres des syndicats et affiliés de la mutualité.

Deux autres publications ciblent un groupe plus spécifique :

*Spraakmaker*. Bruxelles, 1995.

Publication commune ACW / KWB / KAV, destinée aux parents qui siègent aux conseils de participation des écoles.

*Kontakt*. Bruxelles, 1981-.

Destiné aux administrateurs de l'ACW des centres PMS.

## LE MOC ET SES PRÉDÉCESSEURS

*Les Dossiers de l'Action sociale catholique*. Bruxelles, 1931-1970.

Existait déjà depuis 1920, mais ne devint le journal du mouvement qu'en 1931. Ce magazine peut être considéré comme le pendant de *De Gids op Maatschappelijk Gebied*. Il contient des articles portant sur les problèmes sociaux, économiques et politiques, ainsi que des chroniques relatives à la vie sociale, économique et politique.

*Démocratie*. Bruxelles, 1967-.

On y trouve de petits «dossiers» sur des problèmes sociaux, politiques et économiques. Les points de vue et les activités du MOC y sont également abordés. *La Cité*. Bruxelles, 1950-1991.

Journal d'opinion dirigé par les délégués des différentes branches du mouvement ouvrier.

Le Centre d'Information et d'Éducation populaire (CIEP) publie différents magazines, dont *L'Esperluette*.

#### **4.5. Divers**

Depuis 1965 (date correspondant à l'arrêt des congrès au niveau national), l'ACW édite des programmes annuels exposant les projets d'activités annuelles des différentes sections du mouvement. Ces programmes annuels portent généralement sur un thème donné. Le mouvement publie par ailleurs son programme général.

En ce qui concerne le MOC, il convient de signaler les études et les dossiers qui sont édités depuis 1976 dans le cadre de la *Fondation Travail Université*. Cette fondation établit un contrat de coopération entre le MOC et l'UCL et fonctionne comme le service d'étude du MOC.

### **5. Publication de sources**

Plusieurs documents issus des archives nationales de l'ACW sont repris dans l'ouvrage ci-dessous :

GERARD (E.). *Documenten over de katholieke partijorganisatie in België, op. cit.*